

# De la contrainte externe à la contrainte interne

Béatrice Majnoni d'Intignano

*Publié par Rexecode*

La France n'a pas de chance avec sa croissance potentielle : toujours brimée ! Elle a subi la *contrainte externe* jusqu'au début des années 1990. Le déficit récurrent du commerce extérieur –en moyenne -1,5% du PIB- obligeait à renoncer aux relances keynésiennes ou à subir des plans de redressement : 1958, 1962, 1983. Dernier de ces échecs : la relance Mauroy de 1981 et la stabilisation Delors de 1983. Pour en sortir il fallut la *désinflation compétitive* des années 1980 puis les *critères de convergence de Maastricht* des années 1990.

Aujourd'hui ces contraintes là ont disparu. Notre balance commerciale est excédentaire depuis 1992 et l'euro nous protège des spéculations contre le franc. La France est devenue très productive. Deuxième exportateur de services, troisième pays d'accueil des investissements étrangers, quatrième exportateur de biens et d'ingénierie. Premier exportateur mondial par heure travaillée ; une productivité horaire égale à celle des Américains. Compte tenu des références – Etats-Unis et Japon-, la performance est remarquable. Une industrie française ayant su se retourner des anciennes colonies vers l'Union européenne. Depuis les chocs pétroliers, face aux pays d'Asie dont la part croît, la France préserve sa part dans commerce mondial, au contraire des Etats-Unis, de l'Allemagne ou du Royaume-Uni. Beaucoup d'entreprises, Air Liquide ou Lafarge, sont première mondiale de leur secteur.

Mais cela ne fait pas une forte croissance dans une économie où les services sont dominants. La croissance potentielle est la somme des progrès de productivité et de la variation de l'emploi potentiel (produit de la population d'âge actif et du taux d'activité). Le chômage structurel (Nairu), minimum atteint en phase de croissance, reste 8,5 à 9%. Au-delà de 3% de croissance du PIB les entreprises se heurtent à des pénuries d'emploi qui coexistent avec le chômage. Ces emplois potentiels sont pourtant en majorité protégés de la concurrence internationale ou n'exigent pas une qualification difficile à acquérir. Beaucoup sont offerts dans le secteur public : 15 000 postes d'infirmiers libres dans les hôpitaux. Des entreprises renoncent à répondre à la demande solvable privée dans le BTP, les travaux chez les particuliers, la restauration et l'hôtellerie faute de pouvoir recruter. Il y a donc un chômage classique et structurel en France qui bride la croissance potentielle.

L'économie française souffre d'une *contrainte interne* cette fois. Nouvelle mais tout aussi cruelle. Sa croissance est limitée par notre faible taux d'activité (rapport entre la population effectivement au travail et la population en âge de travailler de 15 à 65 ans). Moins de Français s'activent, et ils travaillent alors moins longtemps (35 heures, vacances, ponts, fêtes). Le taux d'activité des Français stagne à 61%, contre 74% aux Etats-Unis, et chaque actif travaille en moyenne 1500 heures par an, contre 1974 aux Etats-Unis (tableau ci-joint). Notre taux d'activité est anormalement bas aux deux extrémités de la vie active : de 15 à 25 ans puis au-delà de 55 ans (graphiques ci-dessous, où les points concernant la France sont dans une situation exceptionnelle). Les pays ayant connu une forte croissance de puis 1990 ont soit un taux d'activité élevé au départ (Etats-Unis, Canada) soit l'ont augmenté fortement (Irlande, Pays-Bas, Portugal, Espagne). Les plus dynamiques étant de petits pays. Un argument en faveur d'une organisation régionale du travail. Là réside une cause essentielle du décalage de croissance de notre pays par rapport à celle dont bénéficient les Américains : le *volume d'emploi* reste constant à long terme en France. L'emploi non aidé tourne autour de 21 millions depuis *un tiers de siècle*, à 1 million près selon la conjoncture. Le bât blesse aussi dans la *création d'entreprises*, qui, en solde net, diminue depuis 1996. Dans ce que l'Insee baptise « population active », 26 millions, seuls ont augmenté les emplois aidés, le chômage et les préretraites (Insee). Or les pays ayant le plus fort taux d'activité ont aussi la plus forte croissance :

ce sont les petits pays, le taux d'activité des femmes y est plus élevé, ils sont plus ouverts au commerce international, et la protection sociale peut y être très généreuse : Suède et Danemark.

La norme française devient : travailler 35 heures par semaine pendant 35 ans. Nous travaillons moins longtemps dans l'année et dans la vie. On lit dans le tableau le temps annuel de travail du salarié moyen, son taux d'activité puis, produit des deux, un indice de temps de travail moyen pondéré sur la vie active. Il mesure l'intensité du travail fourni dans un pays. La France et l'Allemagne sont ceux où le facteur travail est le moindre. Aux Pays-Bas on travaille moins dans l'année, mais plus sur toute la vie. Partout ailleurs, à la fois plus dans l'année et plus sur toute la vie. Ces inactifs pèsent sur les actifs qui doivent les entretenir. Par exemple, plus de femmes qualifiées travailleraient ou créeraient leur entreprise si leurs enfants étaient mieux gardés, créant des emplois directs qualifiés et indirects moins qualifiés.

Pays Chiffres OCDE	(1) Nombre d'heures par an et par salarié	(2) Taux d'activité de 15 à 65 ans	(3) = (1) x (2) Temps de travail pondéré sur vie
<b>France</b>	<b>1500</b>	<b>61%</b>	<b>916,5</b>
Allemagne	1478	66%	980
Pays-Bas	1365	73%	996
Suède	1634	74%	1212
Royaume-Uni	1696	72,5%	1230
Etats-Unis	1974	74%	1462
Japon	1842	69%	1270

La France semble incapable de *mobiliser sa population d'âge actif* pour augmenter la richesse nationale à partager. Elle partage cette faiblesse avec l'Allemagne et l'Italie. Or ces trois pays couvrent les deux tiers du PIB de la zone euro et sont très intégrés commercialement ; la faible croissance de chacun entretient donc celle des autres. Et cette réalité est en nous. Le ver était *dans le fruit de l'entreprise* à l'époque de *la contrainte externe*. Il se trouve aujourd'hui dans *celui de toute la société inactives* à l'époque de *la contrainte interne*.

